

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE

10 avril 2020 – 7 mai 2020

Mise à jour de la modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée pour la tarification du dégroupage

Préambule :

Le SIPPEREC a eu l'occasion de contribuer à plusieurs reprises ces dernières années aux consultations publiques de l'ARCEP. Il remercie l'Autorité de lui donner une nouvelle fois la possibilité de poursuivre ces échanges avec cette consultation relative à la modélisation de la BLOM.

Le SIPPEREC en sa qualité d'autorité délégante de plusieurs Délégations de Service Public souhaite apporter sa contribution uniquement sur les problématiques spécifiques au concédant du service public et non à celles qui impactent plus spécifiquement l'exploitant du service public délégué. En conséquence, la contribution du Syndicat se limite à la formulation de réponse et de remarques à une partie seulement des questions posées dans le cadre de cette consultation.

Question 3. Avez-vous des observations sur les approches de simplification retenues par l'Autorité, exposées lors de la consultation du 7 avril au 19 mai 2017 ?

Réponse SIPPEREC :

Réseaux de Distribution Electrique :

Depuis la consultation du 7 avril au 19 mai 2017, les données relatives aux réseaux de distribution électrique basse (BT) et moyenne tension (HTA) sont disponibles en « open data » et ne présentent donc plus aucune contrainte d'intégration dans le modèle.

Les segments d'infrastructures aériennes de ces réseaux de distribution sont mobilisables selon des règles précises et bien définies, dans des conditions financières encadrées, et font l'objet d'une mobilisation importante de la part de nos délégataires de service public dans le cadre du déploiement de la BLOM.

Le SIPPEREC, en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, est très attaché à ce que ce patrimoine d'infrastructure publique soit valorisé dans « la modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée pour la tarification du dégroupage ».

Localisation des NRO dans les NRA :

En ce qui concerne, le choix qui a été réalisé de simplifier le modèle en intégrant les NROs dans les NRAs, il ne fait pas écho à la réalité à laquelle nous devons faire face de complexification, de surcout financier et problématique de planning qu'induisent la mobilisation de ces ouvrages.

Pour tous les réseaux d'initiative publique dont le SIPPEREC est autorité délégente, le choix a été fait de construire des NROs en propre après une analyse technique et financière qui en démontrait la pertinence. Les échanges que nous avons avec de nombreuses collectivités convergent vers les mêmes conclusions avec pour conséquences un parc de NRO hors les NRA extrêmement conséquent.

Il ne nous apparaît donc pas opportun de limiter le modèle à ce seul cas de figure, d'autant que dans la modélisation présentée l'ensemble des coûts induits à moyen et long terme, par ces bâtiments parfois vieillissants et qui ne sont pas adaptés à la seule fonction de NRO, n'a pas été intégré.

Il ne nous semble pas non plus opportun une fois le réseau cuivre déposé que le mobilier urbain et l'immobilier associé à un réseau qui n'existe plus soit valorisé dans le cadre de la nouvelle boucle locale sauf dans le cas où l'opérateur en charge de cette boucle locale soit le propriétaire du NRA.

Fourreaux publics :

Le SIPPEREC gère près de 1000 km de fourreaux propriété de ses adhérents. Ce parc est en augmentation constante conséquence des opérations de voirie et d'enfouissement réalisées sous maîtrise d'ouvrage publique. Ces artères sont mobilisables selon des règles précises et bien définies, dans des conditions financières encadrées, et font l'objet d'une mobilisation importante de la part d'Orange dans le cadre du déploiement de la BLOM et des réseaux cuivres. Il est important de noter que ces infrastructures sont « reliées » avec les infrastructures de génie civil d'Orange.

Il nous semblerait opportun que ce type d'infrastructures soient également intégrées dans la modélisation.

Question 5. Les principes de modélisation retenus pour le tracé du réseau vous paraissent-ils pertinents ? Sinon, quelles solutions alternatives proposez-vous ?

Réponse SIPPEREC :

Nous souhaitons formuler plusieurs remarques qui sont toutes à mettre en perspective avec les réseaux de BLOM déployés sous notre autorité :

Remarque 1 sur le buffer de 5 km : ce buffer signifie-t-il qu'une prise en limite externe de zone de déploiement peut être couverte par le réseau ? Si oui, sur la base de quelles règles une prise est affectée à une zone plutôt qu'à une autre ? Nous nous interrogeons sur la pertinence du buffer de 5km qui pourrait se révéler plus adapté à des zones extrêmement rurales qu'à la configuration de territoires en zone urbaine comme les communes adhérentes du SIPPEREC.

Remarque 2 sur la topographie : La modélisation du réseau d'accès cuivre s'effectuant à vol d'oiseau -page 22- (PC <> NRA), nous souhaiterions que soient introduites des marges en fonction de la topographie des territoires concernés, de la capillarité des infrastructures (GC mobilisable Orange ou des collectivités, réseau routier, classe de chaussées, etc.) ? En effet, même sur le territoire des adhérents du SIPPEREC, la topographie des lieux présentent des barrières naturelles ou artificielles (infrastructures routières, ferroviaires, ...) qui ne sont pas sans conséquences sur les modèles.

Remarque 3 sur les pondérations des infrastructures: Les pondérations données aux différents types de réseaux à mobiliser ou construire (1 pour GC conduite, 1.5 pour aérien existant, 4 pour GC à créer) ne semblent pas refléter elles les coûts réels constatés sur le périmètre des adhérents du SIPPEREC de mobilisations des infrastructures existantes (prise en compte des hydrocurages, réhausses de chambres, renforcements de poteaux, casses de conduites, requalification des segments conduites en segment pleine terre etc.). A titre d'exemple, les taux de casses de conduites sont des données que l'exploitant des fourreaux devrait communiquer pour qu'ils soient intégrés dans la modélisation. Sur la pondération des aériens existants, si la modélisation devait prendre en compte les aériens HTA et BT comme demandé dans le cadre de notre réponse à la question n°3, la pondération de ces deux réseaux devraient être différente de celle des aériens Orange et au vu de notre expérience en suivi d'étude et de déploiement de nos délégataires : 1,3 pour Aérien BT existant et 2,5 pour Aérien HTA existant.

Remarque 4 sur les tailles de câbles : Pourquoi les câbles de capacités supérieures à 720 FO ne sont-ils pas retenus dans le modèle ? Deux des délégataires de service public du SIPPEREC utilisent des câbles 864 FO et les échanges avec d'autres collectivités nous montrent que ce ne sont pas les seuls.

Remarque 5 sur la surcapacité du segment transport : La surcapacité allouée au transport est exprimée en pourcentage (Pourcentage de la distribution ?). Cette surcapacité ne devrait-elle pas plutôt être exprimée en nombre de fibres pour permettre de refléter les besoins exacts d'un territoire qui ne sont pas liés uniquement aux nombres de logements et de locaux professionnels en aval ?

Question 6. Estimez-vous que la demande cible doit prendre en compte l'intégralité des accès fixes (résidentiels, pro, entreprises) ? Quelle est selon vous la bonne manière de calculer cette demande cible par zone ? La modélisation de l'algorithme d'ajustement de la demande « réseau » à cette demande cible vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle solution alternative proposez-vous ?

Réponse SIPPEREC :

Dans le cadre d'une migration future du réseau cuivre vers le réseau fibre de l'ensemble de la population, il apparaît pertinent pour le SIPPEREC de prendre en compte l'intégralité des accès fixes et d'y intégrer la prise en compte de "la ville intelligente" tant en domaine public qu'en domaine privé. La mise en place d'une surcapacité par PBO et par BPE nous semble une bonne approche couplée à l'intégration des données issus des documents d'aménagement du territoire produits par les collectivités (SCOT, PLU, ...).

Question 8. Le calcul du nombre de fibres optiques portées en distribution et en transport par arête vous paraît-il pertinent ? Quelles valeurs retiendriez-vous pour les paramètres utilisés ?

Réponse SIPPEREC :

Il nous semblerait plutôt opportun de mettre en place une typologie de PM en fonction de la répartition résidentiels/bâtiments collectifs/Pro/Entreprises/Mobilier Urbain/ futures antennes 5G (après modélisation de la couverture)

Cela permettrait d'identifier un nombre minimum ainsi qu'un pourcentage associé en fibres FTTE et d'augmenter d'autant le nombre de fibres de transport.

Question 9. Les principes de définition des types de génie civil utilisés vous paraissent-ils pertinents ? Quelles valeurs des paramètres de reconstruction utilisés l'Autorité devrait-elle selon vous employer ? Appliquez-vous des règles systématiques déterminant le type de génie civil utilisé lors d'une reconstruction, qui pourraient être utilisées dans une telle modélisation (par exemple, existe-t-il un nombre de lignes à partir duquel la reconstruction devrait systématiquement être effectuée en souterrain, ou encore, le transport est-il systématiquement reconstruit en souterrain) ? "

Réponse SIPPEREC :

Remarque 1 sur les Classes de Chaussées : Le modèle ne devrait-il pas prendre en compte les différentes classes de chaussée avec les prérogatives des règlements de voirie associées.

Remarque 2 sur les arêtes aériennes : « toutes les arêtes accueillant uniquement des fibres de distribution sont reconstruites en aérien ». Ce principe n'est pas valable pour les câbles d'une capacité supérieure à 288 FO au vu de notre expérience sur nos DSP mais ne nous semble pas intégré dans le modèle.

Remarque 3 sur la reconstitution des infrastructures : « Concernant le pourcentage de génie civil en conduite et aérien qu'il convient de reconstruire (sans en changer le type, mais du fait que certaines infrastructures sont trop endommagées pour permettre leur utilisation), les paramètres retenus à titre provisoire par l'Autorité lors de la consultation publique d'avril 2017 étaient respectivement 1 % et 6 %. » Nous n'avons pas noté dans le modèle de modification de ces pourcentages, qui de notre expérience sur nos DSP sont trop faibles et comme indiqué à la réponse à la question 5 (remarque 3) devraient également intégrer les coûts réels de mobilisation quand les infrastructures ne sont pas mobilisables sans travaux autres que du GC (hydrocurage par exemple).

Question 10. Les principes de modélisation des câbles vous paraissent-ils pertinents ? Quelles valeurs l'Autorité devrait-elle selon vous utiliser pour les différents paramètres mentionnés ? Concernant plus spécifiquement la taille maximale des câbles aériens : quel choix d'architecture est fait lorsque le nombre de lignes desservies dépasse le plafond (plusieurs câbles, autres ...) ?

Réponse SIPPEREC :

Remarque 1 sur la modularité des câbles : Les câbles de modularité 24 FO ne sont pas pris en compte. Faut-il les prendre en compte du fait qu'ils présentent une densité de fibres par cm² permettant parfois d'éviter des travaux de génie civil ? Dans l'affirmative nous recommandons de bien intégrer l'éventuel surcout associé à leur manipulation particulière (loosetube notamment) que nous avons pu constater sur nos DSP.

Remarque 2 intégration de la technicité des câbles : Les coûts liés à l'utilisation de câbles nécessitant une technicité particulière (câbles égouts, etc.) ne semblent pas pris en compte dans le modèle.

Remarque 3 distinction des coûts entre câbles aériens et souterrains : Le modèle ne semble pas fixer des coûts différents sur les câbles souterrains et aériens. Dans l'affirmative, le principe du piquage en ligne étant retenu, la modélisation prend-elle en compte le fait qu'un câble aérien peut également être utilisé en souterrain dans la continuité afin d'éviter le déploiement de point de soudure supplémentaire à chaque changement d'infrastructure ? Nous avons pu constater des économies importantes sur ces problématiques aéro-souterraines dans les déploiements de nos délégataires.

Question 25. Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les modalités de calcul de l'annuité envisagées dans cette section 6.3. ?

Réponse SIPPEREC :

Une annuité constante sur les trois premières années ne reflète pas les coûts engendrés en phase de démarrage projet, il nous semblerait plus opportun de différencier l'année 1 des deux années suivantes.

Question 26. Les acteurs sont invités à s'exprimer, s'ils le souhaitent, sur tout autre sujet qu'ils estiment pertinent dans le cadre de cette consultation publique ?

Réponse SIPPEREC :

La modélisation n'intègre aucun coût particulier lié aux différents référentiels à utiliser. L'hypothèse a-t-elle été prise de la mise en conformité des données par rapport à un référentiel commun national ? Si tel est le cas, les coûts associés à cette mise en conformité devraient être intégrés dans le modèle.

Le SIPPEREC est très favorable à la mise en place de ce référentiel tant au niveau de l'adressage, des infrastructures d'accueil et des infrastructures optiques, permettant à vu de la multiplicité des acteurs exploitant la BLOM de disposer de données consolidables.